

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1798 - 2 septembre 1993 - 5,00 F

D 1798 COLOMBIE: QUAND ON DIT À LA SOCIÉTÉ
SES QUATRE MENSONGES

Alors que la guerre politique - en plus de celle de la drogue - redouble d'intensité entre la guérilla et le gouvernement (cf. DIAL D 1744, et non pas 1774 comme écrit par erreur dans DIAL D 1785), la "société civile" s'est à nouveau exprimée à travers un "forum pour la paix et les droits de l'homme" tenu les 19 et 20 février 1993 à Bogotá (cf. DIAL D 1785). Nous donnons ci-dessous le texte d'un des exposés magistraux faits à cette occasion. La présentation des "quatre mensonges" présidant actuellement à la vie nationale troublée a eu, c'est le moins qu'on puisse dire, un certain impact.

Note DIAL

LES QUATRE MENSONGES DU GOUVERNEMENT ET DE LA GUÉRILLA

Francisco De Roux
directeur du CINEP
(Centre d'investigation et d'éducation populaire)

Le Forum des droits de l'homme, placé sous le signe de la crédibilité et de la vigueur par la présentation d'Alfredo Vásquez Carrizosa, a commencé ce matin avec l'engagement de tout un chacun de parler avec audace et d'écouter avec attention. Il s'est résolument orienté vers la recherche des chemins de paix sur la base de la franchise, chacun ayant décidé, sûr de son droit à être écouté, d'assumer en toute solitude ce qu'il a à dire.

Les choses sont ainsi parce que nous avons besoin de la parole d'hommes et de femmes de liberté, qui ont la tête habitée par le pays et le cœur par le peuple, comme une cause bien plus importante que celle de leur groupe politique ou de leur organisation sociale. Parce que nous sommes venus nous dire quelques rudes vérités permettant seules d'asseoir les fondations d'une proposition de paix. Nous ne supportons plus un pays où on ne dit pas la vérité, où on ne fait que répéter ce qu'ordonne de dire le commandant de brigade, ou bien le chef de guérilla, ou bien le sous-fifre paramilitaire du secteur, ou bien le chef de gang de stupéfiants du coin, ou bien le secrétaire du parti.

Cette attitude de liberté, condition nécessaire à la transparence, ne correspond pas à une prise de position "troisième voie" qui jugerait de l'extérieur. Au contraire, nous sommes venus parler de ce qui est le cœur du conflit - et personne ne nous en arrachera - pour que, à partir de là, nous nous disions les uns aux autres les vérités de tous bords, afin de les confronter, de les critiquer, de les triturer dans la dialectique jusqu'à ce que nous fassions la lumière sur le chemin débouchant vers la paix. Enrique Santos Calderón, qui a écrit hier

dans **El Tiempo** un article malencontreux, de l'extérieur, contre le Forum, ne pouvait imaginer quelle énergie se trouve concentrée en ce lieu, avec ces hommes et ces femmes de tous bords résolus à trouver l'issue qui conduit à la paix.

Nous allons parler sans prétendre penser à des actes purs ou imaginer des solutions simplistes. Ici, en Colombie, nous devons tous regarder en face, chacun selon nos possibilités et selon nos responsabilités, cette réalité annuelle de 26.000 meurtres, une donnée macabre qui est la plus élevée du monde. C'est précisément parce que nous le savons que nous avons le devoir de changer le cours des choses.

Comme contribution à la recherche d'une voie pour la paix, je vais traiter quatre "lieux" où le mensonge doit être débusqué en toute franchise.

1er mensonge: le mensonge de la guerre

L'Etat et la guérilla mentent à la Colombie sur la guerre. L'Etat ment quand il dit qu'après la guerre ce sera la paix. Et la guérilla ment quand elle dit que de cette guerre sortira la démocratie. L'actuelle guerre politique est une guerre contre notre peuple et est une guerre injuste. Cette attaque contre notre peuple est menée par l'Etat, par les médias et les citoyens qui le soutiennent. Elle est aussi menée par la Coordination de guérillas Simón Bolívar et les groupes qui, à divers titres, la secondent. L'injustice de la guerre menée par l'Etat constitue une violation des droits de l'homme. Et l'injustice de la guerre menée par la Coordination constitue une violation du droit humanitaire.

La guérilla et le gouvernement travaillent contre le bien public. Ce n'est pas là un jugement métaphysique ou religieux, c'est un jugement pratique: la guerre, ici et aujourd'hui, est une mauvaise guerre parce qu'elle produit le contraire de ce qu'en attendent ses protagonistes. Les deux protagonistes le savent parfaitement mais ils n'en continuent pas moins de la mener, pour le malheur de notre peuple. Voilà pourquoi tous deux se livrent à une guerre perverse.

Il y a un bon moment que l'Etat sait qu'une guerre totale libère les torrents furieux de l'extrémisme se traduisant en paramilitaires, narcoterroristes, justices privées, impunité, disparitions, explosions de bombes, atrocités de la force publique qui s'en autojustifie. Et ces furies, personne en Colombie n'est capable de les arrêter, alors que l'Etat lève des impôts de guerre et dépense en armements ce qu'il devrait consacrer à la santé, à l'éducation et à la création d'emplois productifs.

La Coordination de guérillas a envoyé un message à notre forum d'aujourd'hui. Sans méconnaître la valeur de sa parole, nous sommes cependant en droit de dire que ce que nous voulons, ce ne sont pas des messages, ce sont des faits. Il y a un bon moment que la guérilla sait que sa guerre a étranglé l'espace dont disposaient les organisations sociales et la gauche politique pour ramener le conflit à ses dimensions civiles des droits sociaux et humains. Il y a un bon moment que les organisations populaires attendent les guérilleros sur ce terrain pour qu'ils deviennent des éléments actifs de la voie civique. Et il y a un bon moment que cette guerre interminable menée par la guérilla a dévoré, dans l'irrationnalité de ses entreprises, dans la violation du droit humanitaire et dans des alliances obscures, les arguments qu'elle invoquait pour sa légitimité et l'idéal de société qu'elle offrait.

2e mensonge: le mensonge sur la peine de mort

Depuis le forum précédent, on nous a menti des milliers de fois avec l'histoire que la peine de mort n'existe pas en Colombie pour les opposants politiques et

les protestataires sociaux. C'est donc des milliers de fois que la Constitution a été violée.

La preuve? Le mensonge de la Brigade qui massacre la famille de Facatativá et qui qualifie les victimes de guérilleros. Qui peut croire aujourd'hui aux listes de "guérilleros morts au combat" que les forces armées transmettent tous les jours à une presse incapable de faire la vérité? La preuve? Le mensonge de la 2e division de l'armée qui affirme qu'il n'y a jamais eu de groupes paramilitaires à El Carmen de Chucurí. La preuve? Le mensonge qui consiste à dire que tous ceux qui ont pratiqué la peine de mort ont été punis, alors que le nombre de membres de la force publique mis en procès ne correspond en aucune mesure aux cas d'impunité, et alors que des chefs paramilitaires comme Fidel Castaño bénéficient d'une protection quasi officielle.

C'est une application de la peine de mort que l'exécution d'une centaine de jeunes d'Espérance, paix et liberté, pour la plupart assassinés par des groupes agissant sous le commandement de Carabello, dans une escalade macabre qu'il nous faudra tirer au clair et dans laquelle la Coordination de guérillas est impliquée. C'est une application de la peine de mort que l'assassinat d'Alirio Guevara par une bande dissidente de l'Armée populaire de libération (EPL) (1) agissant dans une zone contrôlée par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) (2).

Dans ce forum comme lieu de recherche des voies de la coexistence sociale, nous nous devons de présenter les cas de mensonge démesuré d'un Etat qui se proclame défenseur des droits de l'homme, alors que la liste des assassinats politiques en 1992 dépasse le millier. Nous nous devons aussi de présenter les noms des personnes qui se sont vu appliquer la peine de mort parce qu'elles avaient été accusées d'être des "crapauds" ou des ennemis de la révolution.

3e mensonge: le mensonge sur les enlèvements et les disparitions

L'enlèvement et la disparition forcée, quel qu'en soit le motif, constituent les violations les plus graves du droit à la liberté individuelle et à l'intégrité physique et psychique des êtres humains. Leur accumulation déconcertante en Colombie est la preuve la plus évidente de la façon dont les agents de l'Etat et les groupes de guérilla ont, chez nous, mis en lambeaux le droit international humanitaire. Et elle est en même temps la raison macabre pour les parties de ne pas signer le protocole n° 2 (cf. note 2), afin de pouvoir continuer à enlever et à séquestrer, en dehors de tout engagement à cesser ces pratiques et de toute inspection internationale qui mettrait un terme à cette barbarie.

Dans un tel contexte, pour que la paix soit possible, nous nous devons ici de rendre publics les noms de ceux qui se battent pour les droits de l'homme et qui ont disparu. Et cela dans le cadre d'opérations qui sont des crimes contre l'humanité (3) et qui relèvent du terrorisme d'Etat, en contradiction flagrante du rôle de ce dernier et de la raison ultime de sa légitimité: garantir la vie, la liberté et la dignité des citoyens.

Nous nous devons aussi de dire qu'Alfonso Cano, dont personne d'entre nous ne doute de sa volonté de paix, a menti au peuple colombien à Caracas et à Tlaxcala (4), tout comme il a menti à la presse nationale et internationale, quand il a déclaré que ses commandos de guérilla n'avaient entre leurs mains aucun séquestré civil. Car les guérilleros avaient et ont entre leurs mains des personnes séquestrées pour raisons politiques et pour raisons d'argent. Des séquestrations pour lesquelles ces trafiquants de vie humaine ont exigé des rançons alors même que leurs victimes étaient mortes. Une atrocité qui dépasse l'entendement et qui a été répétée des centaines de fois par ceux qui, en Colombie, exigent le droit de se présenter comme les défenseurs d'une utopie de la vie. Une atrocité

qui, à l'égal de ce qui se passe avec les disparitions, a bénéficié du silence de nombreux complices.

4e mensonge: le mensonge sur le trafic de stupéfiants

Les gouvernements colombiens libéraux et conservateurs des dernières années ont fait preuve de malhonnêteté dans le traitement du trafic de stupéfiants, comme cela a été mis en évidence avec le cirque autour de la prison d'Envigado (5). Ils ont également fait preuve d'ineptie, comme le montre la tragédie des familles anéanties par les bombes (6). Nous sommes en présence d'un mensonge où se croisent le terrorisme de la drogue et les convenances politico-économiques liées au trafic de stupéfiants. Si ce n'est pas le cas, pourquoi les gens de Medellín n'ont-ils pas déclaré Pablo Escobar ennemi public du peuple? Et pourquoi les gens de Cali n'ont-ils pas fait la même chose avec les Santa Cruz? Pourquoi ces deux villes de Medellín et de Cali ne brandissent-elles pas le rejet civique et moral de la collectivité contre ceux qui sont en train de la détruire? Pourquoi ne nous donne-t-on pas d'éclaircissements sur les relations existantes entre la guérilla et le trafic des stupéfiants? Il y a là quelque chose que nous nous cachons tous à nous-mêmes, et tant que nous ne nous dirons pas quel est ce mensonge, la paix ne sera pas possible quand bien même les récompenses promises atteindraient des milliards de pesos.

Mon propos, quand j'ai accepté le temps de parole dont je remercie Alfredo Vásquez Carrizosa et Jesús Aníbal Suárez, n'était pas de dénoncer des mensonges mais de présenter les conditions de la franchise nécessaire pour que ce forum puisse élaborer sur la base de la vérité la proposition de paix qui nous incombe à tous. Une proposition d'abrogation de l'état d'alerte maximale. Une proposition non pas simplement de refus de la guerre, mais d'abord d'un "ça suffit!". Une exigence renouvelée obstinément auprès de l'Etat pour que, par ses organes appropriés, il enquête, il châtie et il répare les dommages causés à la dignité de tant de Colombiens.

Une proposition qui touche au coeur même du conflit, et grâce à laquelle nous ouvririons tous - guérilleros et militaires, Etat et société civile, organisations populaires et partis politiques - un espace sans guerre, qui ne serait pas encore un espace de paix mais dans lequel nous puissions commencer à implanter la justice sociale et la démocratie. Un espace ouvert à la dignité de tous et de chacun, dans la transparence des droits et la ténacité des devoirs.

(1) L'Armée populaire de libération (EPL) a signé son retour à la légalité en janvier 1991. Cf. DIAL D 1577 (NdT).

(2) Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée de libération nationale (ELN) regroupées dans la Coordination de guérillas Simón Bolívar n'ont toujours pas signé d'accord de paix. Cf. DIAL D 1744 (NdT).

(3) C'est le lieu de rappeler que, dans le cadre de la Commission des droits de l'homme de l'ONU dont le siège est à Genève, des négociations sont en cours depuis plusieurs années pour faire qualifier de crimes contre l'humanité les "disparitions forcées de personnes" (NdT).

(4) Lieux des négociations entre le gouvernement et la Coordination de guérillas, négociations toujours bloquées. Cf. DIAL D 1700 (NdT).

(5) Après s'être fait construire à Envigado une "prison" aux frais de l'Etat afin de se protéger contre toute tentative d'assassinat, Pablo Escobar, parrain du cartel de Medellín, s'était rendu aux autorités le 19 juin 1991. Emprisonné, Pablo Escobar s'évadait de façon rocambolesque le 22 juillet 1992. Actuellement toujours en fuite (NdT).

(6) Depuis le début 1993, les poursuites de la police contre Pablo Escobar ont tourné à la guerre sans merci, par les assassinats successifs de proches du chef du cartel de Medellín et par les répliques de ce dernier à coups de voitures piégées au nombre impressionnant de victimes (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F - Avion Am.lat. 500F - USA-Canada-Afrique 470F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Com.par.presse 56249 - ISSN 0399-6441